



Commune de
Val-de-Ruz

Commission des règlements

INITIATIVE POPULAIRE COMMUNALE « POUR L'ACCUEIL PARASCOLAIRE »

Rapport au Conseil général

Version : 1.0 - TH 364741

Date : 16.08.2018



Table des matières

1.	Rappel des faits	3
2.	Traitement d'une initiative communale	3
3.	Arrêté 1 : adoption de l'initiative	4
4.	Arrêté 2 : mise en œuvre de l'initiative	4
5.	Classement du postulat PO17.004	5
6.	Conclusion	5
7.	Projets d'arrêté	6



Monsieur le président,
Mesdames les conseillères générales, Messieurs les conseillers généraux,

1. Rappel des faits

En date du 12 mai 2017, le parti socialiste a lancé une initiative populaire « Pour l'accueil parascolaire » dont le texte est le suivant :

« Les électrices et électeurs [...] demandent [...] que la Commune de Val-de-Ruz augmente le nombre de places d'accueil de midi ainsi que d'accueil parascolaire, au minimum à hauteur de 20% de la population d'élèves concernée, dans chaque village disposant d'un collège, à l'horizon 2020. Ces places devront permettre aux parents remplissant les conditions légales d'obtenir un subventionnement ».

Cette initiative a abouti et a été déposée en temps utile avec 1'375 signatures valables, le minimum de 10% des électeurs étant fixé à 1'290 signatures.

Lors de sa séance du 19 février 2018, votre Autorité a été saisie d'un rapport du Conseil communal au sujet de cette initiative ; ledit rapport concluait à sa recevabilité matérielle, mais invitait le Conseil général à rejeter l'initiative.

Lors du débat en plenum, il a été décidé de ne pas rejeter l'initiative telle quelle, mais de renvoyer le dossier à la Commission des règlements afin qu'elle examine les autres pistes envisageables.

2. Traitement d'une initiative communale

Contrairement au droit fédéral qui ne connaît que l'initiative constitutionnelle sous forme de projet rédigée, le droit cantonal, et de fait notre droit communal, prévoit deux formes d'initiative législative (article 98 alinéa 2, loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984) :

- la forme d'un projet rédigé ;
- la forme d'une proposition générale.

D'autre part, tant au niveau cantonal que communal, une initiative acceptée par l'Autorité législative compétente n'est pas soumise au vote du peuple.

La marge de manœuvre du Conseil général est faible lorsque le projet est rédigé : soit il l'accepte tel quel et le texte proposé entre en vigueur. Soit il le refuse et lui appose, ou non, un contre-projet ; l'issue se joue dès lors devant le peuple.

En revanche, saisi d'une proposition générale comme dans le cas qui nous occupe, la marge de manœuvre du Conseil général est plus large puisque, en cas d'acceptation de l'initiative, les dispositions d'application restent à élaborer et sont précisément de sa propre compétence.



Dans ce contexte, notre Commission s'écarte des conclusions du Conseil communal. En effet, nous constatons que les motifs évoqués pour conclure au rejet de l'initiative sont essentiellement liés à la lettre de celle-ci et non à son esprit. Or, si l'esprit de l'initiative est partagé par une majorité, il convient plutôt de l'adopter. C'est en effet l'esprit du texte déposé, et non sa lettre, qui présidera ensuite à l'élaboration des modalités d'application.

Notre Commission va d'ailleurs plus loin dans ce raisonnement : elle vous propose d'adopter coup sur coup l'initiative et lesdites dispositions d'application, renforçant ainsi la transparence de la procédure.

3. Arrêté 1 : adoption de l'initiative

Le premier arrêté qui vous est soumis est très simple : il déclare l'initiative recevable (en se basant sur le rapport du Conseil communal du 1^{er} février 2018) et l'adopte.

4. Arrêté 2 : mise en œuvre de l'initiative

Comme indiqué plus haut, l'initiative est une proposition générale. Une fois adoptée, il s'agit de la retranscrire dans la législation communale. Il est important de préciser qu'un membre du comité d'initiative était présent lors des deux séances que notre Commission a consacrées à ce dossier, afin de s'assurer que le texte présenté allait pleinement dans l'esprit de l'initiative.

Notre Commission a dégagé du texte de l'initiative le principe suivant : **à l'horizon 2020, 20% au moins des élèves de chaque collège doivent disposer d'une place en structure d'accueil parascolaire subventionné.**

L'article premier indique de façon explicite que nous traitons de l'accueil parascolaire subventionné sis dans le périmètre du Cercle scolaire de Val-de-Ruz (CSV). Cela exclut donc tout accueil parascolaire non-subventionné ou tout accueil parascolaire situé hors du CSV.

L'article 2 rappelle l'objectif d'un taux de couverture communal de 20% pour la rentrée 2020 et invite au développement de places d'accueil à proximité des collèges sous-dotés.

L'article 3 est de fait l'article central du projet :

- par son premier alinéa, il offre une base légale supplémentaire aux actuelles dispositions (voir le chapitre 7 : Annexes) prises par le Conseil communal en matière de critères d'octroi de places ;
- dans son second alinéa, il affirme que le lieu de domicile de l'enfant n'est pas un critère de refus d'octroi.

L'article 4 charge la Commune de garantir le transport des enfants entre le lieu de scolarisation et le lieu d'accueil.



C'est donc le truchement des articles 2 (qui impose le taux de couverture 20% à l'échelle communale) et 3 (qui exclut le lieu de domicile des critères d'octroi ou de refus) qui concrétise le principe énoncé plus haut et, partant, l'esprit de l'initiative.

5. Classement du postulat PO17.004

Lors de la séance du 24 avril 2017, le Conseil général a pris en considération le postulat PO17.004 des groupes socialiste et Les Verts « Egalité devant le subventionnement du parascolaire indépendamment du village de résidence » par 20 voix contre 5 et 12 abstentions. Le texte est le suivant :

« Le Conseil communal est prié d'étudier la manière de subventionner l'accès aux structures parascolaires de façon homogène au sein de la Commune de Val-de-Ruz, sans que le collège fréquenté par les enfants concernés ne fasse de différence. »

Aujourd'hui, deux familles dans la même situation financière, ayant recours à l'accueil parascolaire, voient leur probabilité de bénéficier d'une subvention varier en fonction de leur lieu de résidence, pour être plus précis en fonction de la structure que fréquentent leurs enfants. La chance d'obtenir une subvention est particulièrement faible à Dombresson, et particulièrement forte à Fontaines. Cette situation inéquitable ne saurait perdurer ; un correctif doit être apporté à court, éventuellement moyen terme ».

Etant donné que l'arrêté relatif à la mise en application de l'initiative répond aux vœux des postulants, notre Commission vous propose le classement de ce postulat.

6. Conclusion

Au vu de ce qui précède, notre Commission vous invite à prendre en considération le présent rapport et à accepter les deux arrêtés proposés.

Veuillez croire, Monsieur le président, Mesdames les conseillères générales, Messieurs les conseillers généraux, à l'expression de notre haute considération.

Val-de-Ruz, le 16 août 2018

COMMISSION DES REGLEMENTS
Le président Le rapporteur
J. Villat A. Collioud

7. Annexes

- Directive n° 13 du service de protection de l'adulte et de la jeunesse, du 23 mai 2016 ;
- Arrêté du Conseil communal relatif à l'organisation de l'accueil pré et parascolaire, du 4 mai 2015 ;
- Directive relative au fonctionnement des accueils parascolaires de Val-de-Ruz, du 4 mai 2015.



8. Projets d'arrêté



Commune de
Val-de-Ruz

Arrêté du Conseil général

relatif à la recevabilité et à l'acceptation de l'initiative communale « Pour l'accueil parascolaire »

Le Conseil général de la Commune de Val-de-Ruz,

vu les rapports du Conseil communal du 1^{er} février 2018 et de la Commission des règlements du 16 août 2018 ;

vu la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984 ;

vu le règlement général, du 14 décembre 2015 ;

sur la proposition de la Commission des règlements,

arrête :

**Recevabilité
matérielle**

Article premier :

L'initiative communale « Pour l'accueil parascolaire », conçue sous la forme d'une proposition générale, est déclarée recevable.

Acceptation

Art. 2 :

Elle est acceptée.

**Dispositions
d'application**

Art. 3 :

Les dispositions d'application font l'objet d'un arrêté distinct.

Val-de-Ruz, le 18 septembre 2018

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président

C. Senn

La secrétaire

C. Douard



Arrêté du Conseil général

relatif à la mise en application de l'initiative communale

« Pour l'accueil parascolaire »

Le Conseil général de la Commune de Val-de-Ruz,

vu le rapport de la Commission des règlements du 16 août 2018 ;

vu l'initiative communale « Pour l'accueil parascolaire » du 12 mai 2017 et son adoption par le Conseil général ;

vu la loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 28 septembre 2010 ;

sur la proposition de la Commission des règlements,

arrête :

Champ d'application

Article premier :

Le présent arrêté s'applique exclusivement à l'accueil parascolaire subventionné sis dans le périmètre du Cercle scolaire de Val-de-Ruz (CSV).

Principes

Art. 2 :

¹ La Commune développe l'offre pour l'accueil parascolaire subventionné de manière à atteindre une couverture d'au moins 20% à l'échelle du CSV à la rentrée scolaire 2020.

² Dans la mesure du possible, elle favorise la mise à disposition de places d'accueil parascolaire à proximité des collèges dans les environs desquels l'accueil parascolaire est le plus éloigné de l'objectif fixé par l'alinéa 1 supra.



Rapport au Conseil général
**Initiative populaire communale « Pour l'accueil
parascolaire »**

**Critères
d'octroi**

Art. 3 :

¹ Le Conseil communal arrête les critères d'octroi de places au sein d'un accueil parascolaire subventionné.

² Le lieu de domicile de l'enfant sur le territoire de la Commune ne peut pas constituer un critère de refus d'octroi d'une place.

Transports

Art. 4 :

¹ Les déplacements des élèves entre le lieu de domicile et la structure d'accueil parascolaire sont de la responsabilité des représentants légaux.

² Lorsque cela est nécessaire, la Commune organise le déplacement des élèves entre le lieu de scolarisation et la structure d'accueil parascolaire subventionné. Elle veille à minimiser les transports et évite si possible de déplacer les élèves du premier cycle.

Sanction

Art. 5 :

Le présent arrêté sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat, à l'expiration du délai référendaire.

Exécution

Art. 6 :

Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Val-de-Ruz, le 18 septembre 2018

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président
C. Senn

La secrétaire
C. Douard